LE MOCI
Le moniteur du commerce international
lemoci.com

Brésil Guide business 2014

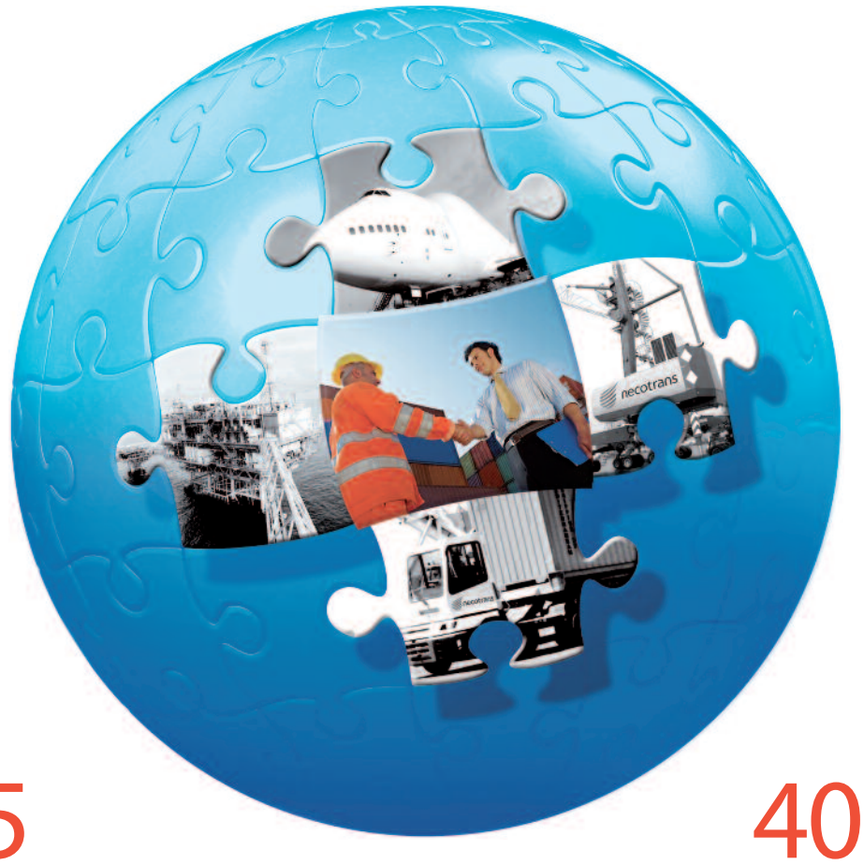
Édition Spéciale

necotrans

L'acteur clé de la logistique internationale

necotrans

L'acteur clé de la logistique internationale



5
continents

40
pays

3500
collaborateurs

un savoir-faire unique
des solutions sur-mesure

Necotrans - 40, avenue George V - 75008 Paris - France - Tel. : +33(0)1 53 83 83 83- www.necotrans.com

Brésil
Guide Business 2014

Les turbulences monétaires et la grogne sociale du mois de juin ont ébranlé l'image du Brésil mais n'ont pas véritablement affecté une économie qui tournait déjà au ralenti en raison d'un problème structurel de compétitivité. Pour autant, le Brésil reste un marché porteur pour les entreprises françaises à condition de surmonter l'obstacle du protectionnisme : trouver un partenaire local ou s'implanter sont la voie royale. Voici analyses, témoignages et avis d'experts sur le mode d'emploi.

Au cours des dernières semaines, l'image de solidité des grands pays émergents, et notamment du Brésil, a été sérieusement écornée. La monnaie brésilienne, le real, a décroché par rapport au dollar, suite au changement de cap de la politique monétaire américaine dans un sens restrictif.

Mais, au Brésil, un phénomène de nature politico-sociale est venu s'ajouter aux turbulences monétaires : les manifestations organisées dans les principales villes brésiliennes en juin 2013 afin de demander une amélioration des services publics (transports urbains, santé et éducation) et dénoncer la corruption de la classe politique

« Les Brésiliens ont dit tout haut ce qu'ils pensaient tout bas » affirme Christian Déséglise, directeur d'HSBC Global Asset Management et spécialiste des BRICS. Les nouvelles couches de la population qui sont sorties de la pauvreté ne veulent plus seulement consommer : elles veulent aussi des services publics de qualité. Curieusement, cette révolte renvoie aux problèmes structurels de l'économie brésilienne qui affectent sa compétitivité, notamment la faiblesse du système éducatif. Dans le dernier rapport du World Economic Forum, le Brésil se classe au 89e rang (sur 148 pays) pour la santé et l'éducation primaire. « Une grande partie des revendications des manifestants apparaissent noir sur blanc dans ce rapport » précise Christian Déséglise. Ces événements se sont produits dans un contexte économique caractérisé par la faiblesse de la croissance (+0,9 % en 2002) et une recrudescence de l'inflation (6,3 % actuellement en rythme annuel). La popularité de la présidente, Dilma, Rousseff s'est effondrée à un peu plus d'un an des élections présidentielles (octobre 2014).

Pour répondre aux demandes des manifestants, qui exprimaient un sentiment majoritaire de la population, le gouvernement brésilien a lancé un programme de développement des transports urbains tandis que des médecins cubains sont arrivés au Brésil pour renforcer l'offre de soins. La plupart des économistes privés brésiliens sont cependant critiques : ils craignent l'annonce de nouvelles mesures populistes et demandent un ajustement des finances publiques pour lutter contre l'inflation. « Dans le contexte actuel, il va être encore plus difficile d'adopter des mesures impopulaires » fait observer Alexandre Schwartsman, ancien directeur des affaires internationale de la Banque centrale du Brésil (BCB) et consultant.

Pour autant, personne n'anticipe une récession, ni une crise majeure. Alexandre Schwartsman table sur une croissance du PIB de 2 % et estime que le déficit de la balance des paiements courants (3,5 % du PIB en 2013) « n'est pas préoccupant ». Il est vrai que la BCB dispose d'un beau matelas de réserves de change : 374 milliards de dollars à fin juillet 2013 ! En 2014, la hausse du

> Le principal obstacle réside dans le protectionnisme

© Ignatius Wooster - Fotolia.com

PIB pourrait être légèrement supérieure mais pas plus car la « croissance potentielle » du Brésil se situerait, selon les économistes, aux alentours de 2,5 % par an en raison de la faiblesse du taux d'investissement et des problèmes structurels de compétitivité. « Il ne faut pas s'attendre, dans le meilleur des cas, à une croissance de type asiatique au Brésil au cours des prochaines années » note un expert. Reste que cette croissance, même modeste, sera supérieure à celle de la France. Et l'effet de taille d'un marché de 200 millions d'habitants va continuer à jouer à plein, avec des évolutions très différenciées selon les secteurs, une autre originalité du Brésil. Le principal obstacle pour les PME réside dans le protectionnisme pratiqué par le Brésil.

Aux droits de douanes élevés qui frappent les importations (jusqu'à 35 % selon le code douanier du Mercosur), notamment celles de produits industriels, s'ajoutent les taxes qui s'empilent les unes sur les autres, ce qui aboutit à renchérir le prix final. Certaines autorisations sont longues à obtenir (santé) ce qui complique encore plus l'accès. Dans l'industrie pétrolière, des exigences en matière de contenu local sont jugées « irréalistes » par les sociétés étrangères installées sur place. « La solution consiste à budgéter les amendes à venir dans les offres » souligne le responsable d'une société.

Quelques signes timides d'amélioration pointent à l'horizon. Le ministère des Finances a décidé récemment de ne pas renouveler des surlignes tarifaires. Longtemps réticent aux accords de libre-échange, le Brésil semble amorcer un virage, en raison, semble-t-il, du dynamisme des pays de l'Alliance du Pacifique (Chili, Colombie, Mexique et Pérou). « Il y a une vraie pression du Brésil pour relancer le processus de négociation de l'accord entre la Mercosur et l'Union européenne » affirme une source diplomatique. « Il y a le sentiment au sein du patronat que le pays est retard en matière de libre-échange ».

Mais même si cette inflexion se confirme au cours des prochains mois, il ne faut pas s'attendre à une ouverture soudaine du marché. Car le protectionnisme traduit en fait la volonté du gouvernement de développer le tissu économique local et d'appuyer la « montée en gamme » de l'industrie par le biais de la recherche-développement et de l'innovation. L'objectif est d'inciter les entreprises étrangères à s'associer avec des partenaires locaux et à investir sur place, la législation brésilienne étant de ce point de vue plutôt accueillante puisqu'il n'y a pas de discrimination selon la nationalité des actionnaires, pourvu que ceux-ci résident effectivement au Brésil.

Eurodia s'appuie sur un partenaire local et la filiale d'un sous-traitant français

Le principal attrait du Brésil réside dans l'existence de réelles possibilités d'affaires. La société Eurodia a gagné en décembre 2011 un premier contrat clés en main : l'installation d'une unité de valorisation du lactosérum pour la filiale brésilienne de Nestlé. Puis elle a signé deux autres contrats pour l'installation d'unités de stabilisation tartrique destinées à l'industrie du jus de raisin. Elle n'est pas implantée au Brésil mais s'appuie sur un partenaire local brésilien et la filiale brésilienne d'un sous-traitant français. « Nous avons pu intégrer du contenu local et présenter des offres compétitives » explique Bernard Gillery, président d'Eurodia, qui s'intéresse également au marché très prometteur de la chimie verte.

Les succès obtenus récemment par plusieurs grands groupes français (Thales, Latécoère, Technip, etc.) montrent que le Brésil est un marché dont ne peut pas faire l'impasse. Après une période de flottement, liée aux changements de présidents de la République au Brésil (2011) puis en France (2012), la relation bilatérale a été relancée en décembre 2012. Plus que jamais, le Brésil apparaît comme un vrai « marché du futur » pour les entreprises françaises.

Daniel Solano

CHIFFRES CLÉS

Superficie : 8,5 millions de km2
Population : 201 millions (estim. 2013), 228 millions en 2040
Densité : 23,65 habitants/km2
PIB : 2 253 milliards de dollars (2012)
Variation du PIB : +0,9 % (2012)
PIB par habitant : 11 462 dollars (2012)
Taux d'inflation : +6,1 % (août 2013, sur an)
Taux de chômage : 6 % (juin 2013)
Exportations : 242,6 milliards de dollars (2012)
Importations : 223,2 milliards de dollars (2012)
Balance commerciale : +19,4 milliards de dollars (2012)
Récolte de grains : 169,1 millions de tonnes (2012)
Production de pétrole : 2,15 millions de barils/jour (2012)
Production d'automobiles : 3,43 millions de véhicules (2012)

Sources : Institut brésilien de géographie et statistique (IBGE), Ministère du Développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC), Agence nationale du pétrole, du gaz naturel et des biocarburants (ANP), Association nationale des fabricants d'automobiles (Anfavea) et Ubifrance.

Necotrans, un acteur de poids dans le secteur en pleine expansion de l'Oil&Gas

« Nous sommes désormais la première société brésilienne en mesure de proposer une offre globale de services aux compagnies pétrolières dans le domaine de la logistique : dédouanement, importation, commission de transport et consignation de navires » explique Armindo Alcarva, Directeur Général de la nouvelle entité Necotrans au Brésil. Le Groupe Necotrans est devenu au Brésil un acteur de poids. Bien que le siège social soit situé à Rio de Janeiro, la société dispose de bases logistiques à Macaé, Arraial do Cabo, Vitoria et Sao Joao de Barra afin de pouvoir répondre aux besoins des clients. L'ouverture prochaine d'une base à Belem devrait parfaire ce dispositif.

Au pays du football et de la samba, les hydrocarbures sont considérés désormais comme un secteur stratégique. En 2012, le gouvernement a concrétisé trois appels d'offres. En mai, s'est tenu le 11e round d'enchères pétrolières, dans des blocs situés en dehors du pré-sel, notamment dans la zone de la Marge Equatoriale, située dans le nord et le nord-est du Brésil. En octobre 2013, l'État a attribué l'exploration et l'exploitation du champ géant de Libra, situé dans le pré-sel, à un consortium opéré par la compagnie nationale Petrobras, dans lequel Total détient une participation de 20%. Enfin, en novembre, s'est tenu le 12e round dédié au gaz conventionnel et au gaz de schiste.

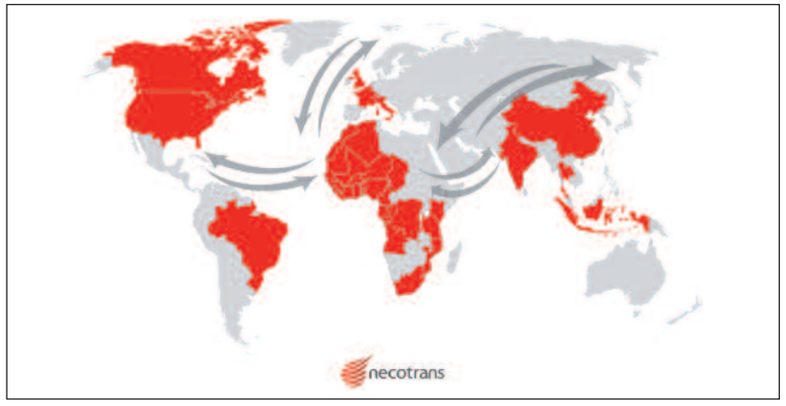
Selon la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), les investissements dans le secteur du pétrole et du gaz devraient atteindre l'équivalent de 193 milliards de dollars pendant la période 2013-2016 (sans compter ceux qui seront induits par les appels d'offres de 2013). « L'industrie pétrolière brésilienne devrait continuer à croitre au cours des prochaines années et il y a de réelles possibilités d'affaires dans la logistique pétrolière : le potentiel est très important. Le pré-sel va être le moteur de la croissance de Petrobras » souligne Armindo Alcarva. Plusieurs appels d'offres importants ont été lancés au cours de la période récente pour la construction de plateformes pétrolières et de supply vessels.

La filiale brésilienne de Necotrans entend bien continuer à accompagner ses clients dans leur développement, tout en étant à l'écoute des mutations en cours. Le marché brésilien est, en effet, en pleine évolution. Consciente du déficit d'infrastructures, la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a décidé de relancer les concessions dans les routes, les chemins de fer, les aéroports et les ports. En matière portuaire, des terminaux pétroliers pourraient être mis en concession. « Nous sommes intéressés » souligne Armindo Alcarva.

Fort de sa position obtenue au Brésil, Necotrans entend aussi se développer dans d'autres pays de la région. Les gouvernements veulent développer l'industrie des hydrocarbures et font appel aux compagnies étrangères. « Nous avons examiné le potentiel de plusieurs pays sud-américains et nous pensons qu'il y a des parts de marché à prendre » affirme Armindo Alcarva.

Necotrans dans le monde

Les 3 500 collaborateurs du Groupe sont répartis dans 105 agences présentes sur 5 continents et dans 40 pays. Necotrans a pour objectif de poursuivre son développement, particulièrement en Afrique, mais également en Amérique et en Asie



ENTRETIEN AVEC

Grégory Quérel Président Directeur Général du groupe Necotrans

« J'entends poursuivre le développement de Necotrans au Brésil et dans les autres pays d'Amérique du Sud »

Pouvez-vous nous présenter l'activité du groupe Necotrans ?

Créé en 1985 le groupe Necotrans est un acteur clé de la logistique internationale avec un chiffre d'affaires de plus de 900 millions d'euros et 3500 collaborateurs répartis dans 105 agences. Présent sur 5 continents et dans 40 pays, Necotrans intervient, entre autres activités, dans la commission de transport, la manutention portuaire et la logistique pétrolière.

Grâce à ses implantations dans les plus grands ports et dans les pays enclavés, le Groupe propose une offre globale de services intégrés, depuis le lieu d'expédition jusqu'à la livraison de la marchandise sur site. Fortement présent dans les pays émergents, Necotrans est le 2ème réseau de logistique en Afrique.

Comment voyez-vous les perspectives de développement du Groupe ?

La stratégie de développement du Groupe repose sur la qualité et l'efficacité de nos prestations et sur un engagement à long terme vis-à-vis de nos clients. Pour cela le siège parisien s'est doté d'une structure centrale plus solide qui compte aujourd'hui une quarantaine de personnes.

D.R

Par ailleurs, les flux Asie-Afrique, concernant notamment le pétrole et le gaz, étant en fort développement, le Groupe est présent en Chine, à Singapour, en Thaïlande, en Inde et en Corée du Sud.

Dans le reste du monde, Houston est une place incontournable pour les activités pétrolières. Le Canada constituera le 40ème pays dans lequel Necotrans est présent, avec l'ouverture d'une agence à Toronto. En Europe du Nord, Aberdeen est un pôle important pour les opérations pétrolières en mer du Nord et Anvers a une forte activité de vrac.

De quelle façon le Groupe est-il présent au Brésil ?

Nous nous sommes intéressés au Brésil en 2011 avec la découverte et le démarrage de l'exploitation des immenses réserves de pétrole situées en mer à plus de 7 000 mètres de profondeur, faisant de ce pays un des principaux pôles de développement de l'industrie pétrolière mondiale.

Dans un premier temps, nous avons ouvert une agence dédiée à la commission de transport et au dédouanement, avant d'accélérer notre développement en prenant le contrôle de la société brésilienne Port Logistics, acteur local de poids, spécialisé dans l'importation et la consignation de plateformes pétrolières et de navires.

Envisagez-vous de poursuivre votre développement au Brésil ou dans les pays limitrophes ?

Notre agence brésilienne entend bien poursuivre l'accompagnement de ses clients dans leur développement. Le plan d'investissements 2014 prévoit, notamment, l'ouverture d'une base à Belem afin de pouvoir répondre aux besoins des entreprises qui vont commencer à travailler dans la Marge Equatoriale. Par ailleurs le Groupe suit de près le processus en cours de mise en concession de plusieurs terminaux pétroliers.

Fort de cette première expérience en Amérique du Sud, j'entends poursuivre le développement de Necotrans dans d'autres pays de la région, comme l'Argentine, et le Venezuela.

RELATIONS BILATÉRALES

France-Brésil
Un partenariat qui se renforce

Malgré un contexte très concurrentiel et le protectionnisme sans complexe de Brasília, les exportations françaises progressent et certaines entreprises ont obtenu des contrats de référence au cours de la période récente. Dilma Roussef et François Hollande ont relancé le partenariat stratégique.

Présidence de la République

La présidente du Brésil, Dilma Rousseff et François Hollande ont signé une déclaration conjointe « pour une nouvelle étape du partenariat stratégique franco-brésilien ».

Si les chiffres de la balance commerciale française ne sont pas bons, ce n'est sûrement pas à cause du Brésil. En 2012, les exportations tricolores vers ce pays ont augmenté de 16 % pour atteindre 4,6 milliards d'euros et le solde des échanges a été positif à hauteur de 400 millions d'euros. Pendant les six premiers mois de 2013, les exportations ont crû de 7 % et l'excédent a fait un bond en avant à 650 millions d'euros ! Un autre chiffre mérite d'être relevé, celui de la part de marché tricolore, stable en 2012 à 2,7 %. Les chiffres des échanges bilatéraux sont d'autant plus positifs pour la France que la concurrence sur le marché brésilien est féroce. Depuis un an, plusieurs hauts responsables de l'administration américaine se sont rendus au Brésil. La pression asiatique, notamment chinoise, est toujours aussi forte. Par ailleurs, le protectionnisme est une réalité. Si les entreprises françaises arrivent à percer, c'est principalement en raison du positionnement de l'offre tricolore sur des produits à valeur ajoutée, de l'existence de plus de 500 filiales de sociétés françaises sur place et de la ténacité de leurs cadres. Pendant le premier semestre de 2013, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont augmenté de 20 %.

Le secteur aéronautique-espace, un point fort de l'offre tricolore, illustre le potentiel du Brésil. Thales Alenia Space (TAS), conjointement avec Arianespace, a remporté en août l'appel d'offres portant sur la construction d'un satellite géostationnaire à usage dual (civil et militaire). Le contrat, qui est estimé à un peu moins de 300 millions d'euros, prévoit un accord de transfert de technologie qui fera de TAS le partenaire industriel de référence du Brésil pour mener à bien son plan national. « Ce contrat a été remporté dans des conditions de transparence totale et face à des concurrents très solides, un Américain et un Japonais » indique un expert du secteur.

Autre exemple : Latécoère vient de gagner le contrat pour le développement et la production des portes des nouveaux avions E-Jet E2 d'Embraer. La valeur du contrat sur toute la durée du programme est de 1 milliard de dollars !

Ces contrats témoignent aussi de la solidité de la relation qui existe entre les eux pays, au-delà du feuilleton qui se poursuit quant à l'issue finale de l'appel d'offres pour l'acquisition de 36 avions de chasse, pour lequel le Rafale de Dassault est en compétition. À l'occasion de la visite officielle de Dilma Rousseff en France, en décembre 2012, la présidente du Brésil et François Hollande ont signé une déclaration conjointe « pour une nouvelle étape du partenariat stratégique franco-brésilien ». Ce document comprend un élément nouveau dans la relation bilatérale : la tenue, sous l'égide des ministres des deux pays en charge des affaires économiques et financières, d'un Forum économique France-Brésil annuel, dans le cadre d'un partenariat avec les secteurs privé et public. « L'objectif du Forum est de créer un grand moment annuel de la relation économique bilatérale entre les deux pays avec la participation des ministres concernés, des entreprises et des administrations » explique Antoine Chéry, chef du Service économique régional à Brasília. Cette manifestation cumulera en fait plusieurs événements : une rencontre entre les ministres en charge de l'économie et des finances des deux pays ; une réunion de la commission mixte et une rencontre entre hommes d'affaires aussi bien français que brésiliens. Le 1er Forum devrait se tenir d'ici la fin de l'année.

Un autre domaine de coopération prometteur est celui des pôles de compétitivité. Le ministère brésilien du Développement, de l'industrie et du commerce extérieur (MDIC) est très intéressé par l'expérience française dans ce domaine, dans la mesure où celle-ci favorise un rapprochement entre l'industrie, notamment les PME, et la recherche, deux univers traditionnellement éloignés l'un de l'autre au Brésil. Le 9 septembre 2013, une rencontre s'est tenue à Paris entre pôles de compétitivité français et brésiliens sous l'égide de la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS). Quatre secteurs ont été sélectionnés : parapétrolier, pharmacie, aéronautique-spatial et cosmétiques.

Du côté brésilien, il y a une volonté claire d'appuyer l'industrie brésilienne, durement touchée par la concurrence étrangère, et de promouvoir l'innovation de façon volontariste, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Les investisseurs étrangers ont toute leur place et répondent à l'appel comme le montre la multiplication des centres de recherche-développement de grandes entreprises du secteur des hydrocarbures dans le parc technologique de Rio de Janeiro (Schlumberger, Halliburton, etc.). En juillet 2013, Vallourec a inauguré un nouveau centre de recherche à Rio de Janeiro, qui est dédié à l'ensemble des activités pré-salifères du groupe. Côté relais français sur place, le développement de l'activité est soutenu par un dispositif d'appui français complet sur place : Service économique régional à Brasília, Ubifrance, Chambre de commerce France-Brésil, Conseillers du commerce extérieur (CCE). Sans oublier la Banque publique d'investissement (Bpifrance) qui dispose d'un VIE hébergé par le bureau d'Ubifrance à Rio de Janeiro, installé par l'ancienne Oséo. « Pour réussir au Brésil, il faut du temps. Nous offrons aujourd'hui une gamme complète de financements pour appuyer les entreprises françaises » explique Éric Tainsh, responsable de Bpifrance export.

D. S.

Aéronautique et pôles de compétitivité restent prometteurs

Fiscalité brésilienne : le cauchemar des entreprises

La lourdeur et la complexité de la fiscalité brésilienne demeurent l'un des principaux obstacles au développement des affaires au Brésil. Une enquête réalisée à l'initiative des Conseillers du commerce extérieur (CCEF), en collaboration avec le Medef et l'Afep, par le truchement de l'Observatoire français des conventions fiscales internationales (OFCI) illustre bien l'ampleur du problème. Un questionnaire a été adressé fin 2012 à des entreprises françaises installées au Brésil, 40 % d'entre elles étant basées dans l'état de São Paulo et 30 % dans celui de Rio de Janeiro. Il apparaît que pour 52 % des entreprises implantées sur place, la fiscalité a eu une influence sur la décision de s'installer. Un seul élément est jugé positif : les incitations fiscales au niveau de l'Union, des États et des municipalités. Les autres aspects sont jugés négatifs : la fiscalité indirecte (ICMS, etc.), les impôts locaux et les droits de douanes ; les retenues à la source ; la réglementation des prix de transfert ; et la non-déductibilité de l'impôt brésilien sur les sociétés de certaines charges intragroupe. En matière d'assistance technique, les entreprises interrogées déplorent l'application par le Brésil d'une retenue à la source non prévue par la convention fiscale franco-brésilienne. Il en découle une double imposition car cette retenue à la source brésilienne n'ouvre droit à aucun crédit d'impôt en France. Concernant la question délicate des prix de transfert, 56,7 % des entreprises interrogées affirment avoir rencontré des difficultés dans la détermination des prix de transfert et 84,6 % indiquent qu'aucune solution satisfaisante n'a été trouvée. Le Brésil a une conception du prix de transfert qui diverge de celle de l'OCDE et l'administration demande des justificatifs excessifs. L'appréciation d'ensemble est sans surprise : 79,3 % des entreprises considèrent que l'environnement fiscal brésilien n'est pas favorable aux investissements étrangers. *D. S.*

SECTEURS PORTEURS

Infrastructures, événements sportifs, consommation, logistique, hydrocarbures...

En dépit du protectionnisme ambiant, le Brésil continue à présenter de nombreuses opportunités d'affaires. Parmi les secteurs porteurs, les infrastructures, priorité absolue après la grogne sociale et les grands événements sportifs de 2014 et 2016. Mais il y en a d'autres. Voici les principales tendances.

Infrastructures Mobilisation générale avant le Mondial de Football

Le Plan d'investissement logistique de la présidente Dilma Rousseff a pris du retard.

Autoroutes aéroport, ferroviaire, stades. Le développement des infrastructures est désormais une priorité absolue et plusieurs adjudications sont prévues d'ici la fin de l'année. Une frénésie qui n'exclut pas des ratés comme le TGV.

Selon un économiste brésilien, la présidente de la République, Dilma Rousseff, est « excédée » par le déficit du Brésil en infrastructures et souhaite relancer les investissements. Comme l'État n'a pas les moyens d'investir, la voie choisie est celle de la participation des capitaux privés. Le 15 août 2012, la présidente a présenté le Plan d'investissements en logistique (PIL) qui prévoit des investissements à hauteur de 143 milliards de reals dans les réseaux routier et ferroviaire par le biais de concessions.

L'application de ce programme a pris du retard par rapport au calendrier prévu : un an après l'annonce du plan, aucun projet n'a été concrétisé. Concernant les routes, neuf tronçons (7 500 kilomètres) doivent être concédés au secteur privé et les investissements devraient atteindre 52 milliards de reals. Les cahiers des charges ont dû être revus. La première séance d'enchères est prévue le 18 septembre et concerne deux tronçons dans deux grands axes : la BR 050 entre Brasília et Santos et la BR 262 qui relie les états d'Espririto Santo, Minas Gerais et Mato Grosso do Sul., soit 426 et 377 kilomètres respectivement.

Le PIL prévoit la mise en concession de 10 000 kilomètres de voies ferrées pour un investissement de 91 milliards de reals. Le dossier est complexe en raison de la prudence des opérateurs privés à l'égard d'une activité qui demeure risquée. Le premier tronçon à être cédé est la voie entre Açailandia (Maranhão) et Barcarena (Pará) soit 457 kilomètres. L'adjudication est prévue le 18 octobre 2013 : elle aura certainement valeur de test.

Si les projets du PIL ont pris du retard, il n'en va pas de même pour les aéroports. En février 2012, la concession de trois aéroports (Guarulhos à São Paulo, Viracopos à Campinas et Juscelino Kubitschek à Brasília) a représenté la levée d'un tabou, le président Lula s'étant montré réticent aux privatisations. Deux autres grands aéroports doivent être mis en concession : Galeão, l'aéroport international de Rio de Janeiro, et Confins à Belo Horizonte, capitale de l'état du Minas Gerais. Plusieurs grands opérateurs internationaux semblent très intéressés notamment par l'aéroport de Rio en raison des événements sportifs et de la montée en puissance de l'état carioca. L'adjudication est prévue fin octobre.

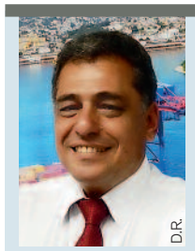
Concernant la coupe du monde de football de 2014, c'est désormais la course contre la montre pour achever les nouveaux stades. À fin août, le stade le moins avancé était celui de Curitiba (71,4 % de réalisation) mais on voit mal, compte tenu de l'importance de ce sport au Brésil, que les stades ne soient pas prêts à la date prévue. Plus problématique, en revanche est le sort des projets de modernisation des aéroports, liés à la tenue de la coupe : à fin juillet, la moitié des vingt projets prévus avaient un taux de réalisation inférieur à 30 % !

Plus problématique encore est le sort du TGV Campinas - São Paulo - Rio de Janeiro. Le gouvernement a décidé de reporter ce projet sans fixer de calendrier précis. Une grosse incertitude plane sur le sort du projet pour lequel une seule offre, française, a été formulée. Après l'annulation du projet du TGV argentin, la grande vitesse a décidément beaucoup de mal à prendre pied en Amérique du sud.

Enfin, il faut s'attendre à la poursuite des projets de transports urbains. Suite aux manifestations de rues, la présidente brésilienne s'est engagée sur un nouveau « pacte » en faveur de la mobilité urbaine, qui fait suite à d'autres initiatives fédérales. Un certain nombre de projets ont eu du mal à démarrer en raison de retards multiples. Le déficit demeure considérable et le marché brésilien restera porteur pendant les années à venir. *D. S.*

D.R.

D.R.


D.R.

Júlio Bueno, secrétaire d'État au Développement économique, à l'énergie, à l'industrie et aux services de l'État de Rio de Janeiro.

Trois questions à Júlio Bueno

« Nous souhaitons que les événements sportifs permettent de laisser un acquis en termes de mobilité urbaine »

Le Moci. Quels sont, dans votre État, les créneaux qui offrent les plus grosses possibilités d'affaires pour les investisseurs étrangers ?

Júlio Bueno. Nous voulons tous les secteurs ! L'État de Rio de Janeiro a une vocation naturelle pour l'industrie du pétrole, les fournisseurs et sous-traitant de cette activité, y compris la construction navale et offshore. En effet, 80 % des réserves de la zone du pré-sal se situent au large de nos côtes.

Cependant, au cours des dernières années, l'économie s'est développée au-delà du pétrole. L'industrie automobile représente déjà 10 % de la production industrielle de l'État et ce ratio devrait augmenter avec l'inauguration en 2014 de l'usine de Nissan. Nous pensons qu'il peut y avoir là un pôle de fournisseurs d'équipements et nous travaillons pour attirer des investisseurs. Au cours des deux dernières années, l'industrie alimentaire a connu une véritable renaissance après plusieurs années de stagnation : sept entreprises ont réalisé des investissements à hauteur de 2 milliards de reals. Ces projets ont été lancés pour satisfaire les besoins du marché de consommation de l'État. Il convient de rappeler que le PIB de notre État nous classe au 3e rang au Brésil et représente un montant équivalent à celui du Chili.

Nous pensons qu'il y a un potentiel de croissance de l'industrie de transformation également dans des secteurs tels que les plastiques, les cosmétiques, l'électroménager (ligne blanche). Il y a beaucoup d'opportunités de croissance ici.

Le Moci. Quelle appréciation portez-vous à propos des investissements réalisés pour la coupe du monde 2014 et les jeux olympiques de 2016 ? Y a-t-il encore des opportunités ?

J. B. L'État de Rio de Janeiro va recevoir des investissements équivalents à 100 milliards de dollars d'ici 2014 selon les données de la Fédération des industries de l'État de Rio de Janeiro (Firjan). Une partie de cette somme concerne les événements sportifs mais ce n'est pas la partie la plus significative. Nous souhaitons que les événements sportifs permettent de laisser un acquis en termes de mobilité urbaine grâce, par exemple, à la construction d'une importante ligne de métro ou aux investissements dans des lignes de trains en surface. Concernant les opportunités d'affaires pour les jeux, il est bien évidemment encore possible de participer. Le Comité olympique réalise régulièrement des appels d'offres pour faire face aux besoins. Ceux-ci vont depuis le mobilier destiné aux nouveaux hôtels en construction dans la ville jusqu'aux équipements sportifs.

Le Moci. De quelle façon le gouvernement de votre État peut-il appuyer les entreprises françaises ?

J. B. Le Secrétariat d'État au Développement économique est le bras du Gouvernement de l'État chargé de recevoir les investisseurs qui souhaiteraient s'installer dans l'État. Il agit par le biais des entreprises publiques qui lui sont liées et qui permettent de créer un environnement idéal pour les affaires. La Compagnie de développement industriel (Codin), qui gère plusieurs districts industriels dans l'intérieur de l'État, peut aménager des zones destinées à accueillir des projets industriels et peut même parfois, en plus, céder des terrains gratuitement. La banque de développement de l'État, Agerio, propose des financements à des conditions attrayantes et peut, dans certains cas, prendre des participations dans des projets. Il y a également une série d'incitations financières et fiscales, sectorielles et régionales, en fonction des différences existantes entre les secteurs d'activité économique. Le mieux est de consulter les possibilités offertes sur le site de la Codin* et prendre rendez-vous avec les experts du Secrétariat pour identifier les dispositions les mieux adaptées aux caractéristiques du projet de l'investisseur. *D. S.*

** www.codin.rj.gov.br/*

Au cours des deux dernières années, l'industrie alimentaire a connu une véritable renaissance après plusieurs années de stagnation

Hydrocarbures Les PME innovantes peuvent profiter de la relance des investissements

Plusieurs appels à concurrence prévus cette année devraient relancer les investissements en exploration et continuer à dynamiser un marché en pleine expansion.

Dans un secteur hyperconcurrentiel et très sélectif, les PME innovantes ont leur chance. En mai 2013, le gouvernement brésilien a réalisé le 11e appel à concurrence pour des permis d'exploration, qui a rencontré un vif succès. À cette occasion, le français Total a renforcé de manière significative sa présence sur le marché brésilien en remportant dix permis, dont cinq en tant qu'opérateur. Le 21 octobre prochain, le permis géant de Libra, devrait être mis aux enchères avec une nouvelle modalité juridique : le contrat de partage de production. « Le Brésil a utilisé jusqu'ici le système des concessions : Libra est la première expérience en matière d'utilisation du contrat de partage de production » affirme Jean-Paul Prates, ancien cadre de Petrobras et président du Centre de stratégies en ressources naturelles et énergie (CERNE). Fin novembre, est prévue la réalisation du 12e appel à concurrence dédié uniquement à des champs gaziers. Ces initiatives devraient entrainer une augmentation significative des investissements des compagnies étrangères et de l'entreprise publique Petrobras. Celle-ci a engagé un plan d'investissements très ambitieux, de 236,7 milliards de dollars pendant la période 2013-2017. L'objectif principal est de faire passer la production de pétrole de la compagnie de 2 millions de barils/jour (mb/j) actuellement à 4,2 mbj en 2020, dont la moitié en provenance de la zone du pré-sal. Le défi est gigantesque. « Petrobras a fait de gros efforts de restructuration au cours de la période récente et les résultats seront perceptibles prochainement » affirme Armando Guedes Coelho, ancien président de Petrobras et président du Conseil de l'énergie de la Firjan, l'organisation des chefs d'entreprises de l'état de Rio de Janeiro. La dynamique de croissance du secteur des hydrocarbures devrait se maintenir tout au long de la décennie.

D.R.

Petrobras est demandeur de solutions innovantes.

Ce « gâteau » attire les entreprises de toute la planète. La concurrence est redoutable et le monde du pétrole est loin d'être un Eldorado. Le gouvernement a mis en place des exigences strictes en matière de contenu local, notamment dans le volet de l'exploration-production. L'abondance de projets a conduit à la surchauffe. Les retards dans l'exécution des projets sont apparus au cours de la période récente et les problèmes rencontrés au Brésil ont même fait plonger dans le rouge le résultat du deuxième trimestre de 2013 du groupe britannique Subsea 7. L'exploitation du pré-sal, ce pétrole situé à très haute profondeur, sous une couche de sel, demeure un défi technologique. Dans cet univers complexe, la ténacité et la persévérance sont les clés du succès. Plusieurs groupes français, comme Schlumberger, Technip ou CGG, qui sont solidement implantés sur place, tirent leur épingle du jeu. Ainsi, depuis le début de l'année, Technip a remporté trois gros contrats : l'intégration des équipements de la partie supérieure (« topsides ») de la plateforme P-76 en tant que pilote d'un consortium (avril) ; la livraison de 250 kilomètres de conduits flexibles pour le pré-sal (juin) ; et la livraison de quatre navires de pose de conduits dans le cadre d'un consortium avec la société DOF (août).

Les contrats obtenus par les grands groupes ne signifient pas qu'il n'y a pas d'opportunités pour les PME. « Petrobras est demandeur de solutions innovantes qui permettent d'augmenter la productivité, d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts. Peu importe la taille de l'entreprise » affirme un consultant. Pour obtenir des contrats, il faut cependant se faire connaître auprès de la compagnie et comprendre comment fonctionne le processus de passation des marchés. *D. S.*

L'exploitation du pré-sal, demeure un défi technologique

PRATIQUE

Contacts utiles

À Paris

• Ambassade du Brésil
Service commercial
Almir Lima Nascimento
01 45 61 63 00
secom@bresil.org

• Chambre de commerce du Brésil en France (CCBF)
Tél. : 01 45 61 63 64 ou 01 45 61 22 48
contact@ccbf.fr
Site : www.ccbf.fr

• Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP)
Direction des actions et de la coopération internationales
Développement international des entreprises (DIACI)
Service Amériques
Tél. : 01 55 65 36 73
agomes@ccip.fr
Le Brésil est un des pays prioritaires de l'action de la CCIP à l'international.

Au Brésil

• Service économique de l'Ambassade de France
Chef du service économique : Antoine Chéry
Brasilia
Tél. : (55 61) 3222 3700
brasilia@dgtresor.gouv.fr
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/bresil

• Ubifrance Brésil
Directeur: Benoit Trivulce
www.ubifrance.fr/bresil/export-bresil-bureau-ubifrance.html

- Bureau de São Paulo
Tél. : (55 11) 3087 3100
saopaulo@ubifrance.fr

- Bureau de Rio de Janeiro
Tél. : (55 21) 3974 6880
riodejaneiro@ubifrance.fr

Risques et pratiques de paiement au Brésil

Extrait de la fiche Brésil de l'Atlas des risques pays 2013 du *Moci**

Appréciation du credit manager Moci
Risque pays : moyen, à surveiller
Risque client : moyen pour les grandes entreprises, mauvais pour les PME

1/ Notes de risque pays
Euler Hermes : risque faible (avril 2013)
Coface : A3 (avril 2013)
Ducroire : court terme : 2/7 ; commercial : C (élevé) ; risque de transfert : 3/7 (16 mai 2013)

2/ Obtenir des renseignements de notoriété sur l'acheteur
Ne pas s'attendre à une quelconque fiabilité des informations sur les entreprises en dehors de celles qui sont cotées en Bourse. Contacter les représentations de la chambre de commerce franco-brésilienne, à São Paulo, Rio, Minas Gerais et Parana. www.uccife.org
Quelques sociétés spécialisées :
• Dun & Bradstreet, www.dnb.com.br
• Equifax, www.equifax.com.br
• Sintesis Brasil, São Paulo - www.sintesisbrasil.com.br

3/ Moyens de paiement
Monnaie locale
Le réal (BRL). Le réal est convertible.

Taux de change au 06/09/2013
1 EUR = 3,04 BRL
Meilleures monnaies de facturation des échanges
Le dollar américain, majoritairement, et l'euro.
Conseillés
Le crédit documentaire, irrévocable et confirmé : la confirmation d'un crédit documentaire par une banque étrangère ne présente pas de difficulté particulière pour une opération avec le Brésil. On peut aussi pratiquer le virement bancaire (Swift de préférence) garanti par une lettre de crédit stand-by (très utilisée au Brésil) ou par une assurance-crédit. Les assureurs-crédits sont toujours ouverts sur ce pays, mais ils restent attentifs à l'évolution économique. Ces deux moyens de paiement internationaux présentent également le meilleur rapport qualité/prix.

4/ Conditions de paiement
Délais de paiement habituels
30 à 60 jours maximum. La majorité des opérations est à 30 jours.
Acomptes à la commande
Sur ce point, il est à noter que le paiement anticipé (jusqu'à 100 % de la valeur de la commande) est autorisé par la législation brésilienne.

**Atlas des risques pays*, juin 2013, cinquième édition. *Moci* n° 1943, du 13 au 26 juin 2013. Sur www.lemoci.com

• Chambre de commerce France-Brésil (CCFB)
Directrice : Sueli Lartigue
Tél. : (55 11) 3060.2290
ccfbsp@ccfb.com.br
www.ccfb.com.br

Quelques avocats

• Alain Goulène
Av. Sao Gabriel,
333 – 9° andar
1435-001 São Paulo
Tél. : (55) 11 9656 22 33
agoulene@goulene.com.br
www.goulene.com.br

• Chenut Oliveira Santiago
Paris, São Paulo,
Belo Horizonte, Rio de Janeiro, Brasilia
63, avenue Franklin Roosevelt
75008 Paris
Tél.: 01 42 56 14 00
chenut@cosjuris.com
www.cosjuris.com
Retrouvez tous les avocats d'affaires francophones au Brésil dans notre *Annuaire des avocats d'affaires à l'international 2013*.
Listes exclusives d'avocats français et francophones.
Moci n°1939 du 16 mai 2013.
Disponible sur www.lemoci.com

Salons et missions collectives françaises en 2013 et 2014

Attention, les dates des événements peuvent changer. Vérifier périodiquement auprès des organisateurs, notamment sur le site Internet de l'événement.

Pavillons France

Expovinis 2014
São Paulo du 23/04/2014 au 25/04/2014
Site : www.informagroup.com.br/
Pavillon France sur ce salon des vins et spiritueux
Contact : caroline.ginoux@ubifrance.fr

FIMAI 2014
São Paulo du 5/11/2014 au 7/11/2014
Site : www.fimai.com.br/
Pavillon France à l'occasion de ce salon de l'environnement
Contact : michael.ehrlich@ubifrance.fr

Rencontres acheteurs

Transporte & Logistica Brasil 2014
São Paulo du 8/09/2014 au 19/09/2014
Site : www.reedexpo.com/
Rencontres acheteurs lors du salon
Contact : jean-francois.ambrosio@ubifrance.fr

Beauty Fair Brasil
São Paulo du 6/09/2014 au 9/09/2014
Site : www.beautyfair.com.br/
Rencontres acheteurs du secteur cosmétique
Contact : cristina.afonso@ubifrance.fr

Rio Content Market 2014
São Paulo du 9/04/2014 au 11/04/2014
Site : www.riocontentmarket.com.br
Rencontre acheteurs cartes, moyens de paiements et identification
Contact : christophe.commeau@ubifrance.fr

House & Gift Fair Brasil
São Paulo du 3/03/2014 au 7/03/2014
Site : www.grafitefeiras.com.br/
Rencontres d'acheteurs décoration
Contact : cristina.afonso@ubifrance.fr

Autres actions

Congrès de la radiologie et de l'imagerie médicale
São Paulo du 30/04/2014 au 4/05/2014
Rencontres d'affaires (à confirmer auprès d'Ubifrance)

Ma start up au Brésil
Mission à São Paulo et Rio de Janeiro du 3/11/2014 au 6/11/2014 lors de Cards 2014
Contact : christophe.commeau@ubifrance.fr

Mission découverte mécanique
São Paulo du 20/05/2014 au 24/05/2014
A l'occasion du salon Mecanica 2014
Contact : fanny.ligier@ubifrance.fr

Présentation de produits
São Paulo du 9/09/2014 au 10/09/2014
Lors de In Cosmetic's Brasil 2014
Contact : caroline.escudier@ubifrance.fr

Autres salons brésiliens

Abimad
São Paulo du 12/02/2014 au 15/02/2014
Salon brésilien du mobilier contemporain
Site web : www.abimad.com.br
Tel. : +55 (11) 5505-1214
Email : abimad@abimad.com.br

Agrishow Ribeirão Preto
Ribeirão Preto du 28/04/2014 au 02/05/2014
Salon brésilien de l'agriculture
Site web : www.agrishow.com.br
Tel. : +55 (11) 5582-6311
Email : agrishow@agrishow.com.br

Adventure Sport Fair
São Paulo du 22/05/2014 au 25/05/2014
Salon des sports d'aventure
Site web : www.adventurefair.com.br
Tel. : +55 (11) 3511-0811
Email : contato@adventurefair.com.br

Necotrans en France
40 avenue George V
75008 Paris
Tel. : +33(1) 53 83 83 83

Necotrans au Brésil
Avenida Venezuela, 27 – 10 andar
Centro, CEP 20081-311
Rio de Janeiro – Brésil
Tel. : +55 21 2516 3218

www.necotrans.com